

# Éditorial

## Le crime de Grenfell Tower

Laurent Vogel

ETUI

Le 14 juin dernier, une tour de 24 étages a pris feu dans le quartier huppé de Kensington, au pied de Notting Hill à Londres. Le bilan actuel, encore incertain, fait état d'environ 80 morts. Cinq mois après les faits, plusieurs centaines d'anciens habitants de la tour doivent loger dans des conditions précaires.

Les éléments matériels de cet incendie sont connus. Le feu part d'un réfrigérateur défectueux. Il se propage rapidement dans une tour qui n'est pas équipée de dispositifs anti-incendie efficaces. Le revêtement extérieur de l'immeuble comprenait une couche interne à base de mousse polyisocyanurate (PIR) et une couche externe en polyéthylène enfermée entre deux minces feuilles d'aluminium. Une lame d'air séparait les deux couches d'isolant.

Le PIR est un matériel bon marché, très performant en termes d'isolation thermique mais inflammable. Il est particulièrement toxique quand il brûle parce qu'il dégage du cyanure d'hydrogène. La lame d'air a joué le rôle de cheminée. Elle a activé l'incendie en accentuant la remontée des flammes et des gaz de combustion.

Dans la plupart des autres pays d'Europe, il est interdit d'utiliser du PIR pour l'isolation de ce type de bâtiment. Le risque n'avait rien d'extraordinaire. Il était connu par les professionnels du bâtiment et les autorités publiques.

Alors pourquoi? Cette question renvoie aux déterminants politiques et sociaux. Elle transforme l'accident en crime de masse. Pourquoi, en effet? La chaîne des causes est longue mais on peut la résumer en une phrase: les habitants de Grenfell Tower ont payé le prix de l'accroissement effréné des inégalités sociales.

Les habitants de ces habitations sociales étaient en majorité des travailleurs immigrés. Une population pauvre dans un quartier riche. Ils avaient signalé à de nombreuses reprises les dangers auxquels ils étaient exposés. L'association des habitants de la tour avait notamment signalé le mauvais fonctionnement des systèmes de détection de fumée dans les mois précédant l'incendie et l'absence de protection autour des canalisations de gaz. Les services d'inspection n'ont

pas accordé le moindre crédit à ces plaintes. Pour la presse grand public, ce sont les immigrés pauvres qui mettent en danger les riches blancs. L'inverse est inconcevable.

La Grande-Bretagne connaît depuis plus de vingt ans un régime de "simplification législative" qu'on appelle *Better regulation*. Instauré par Tony Blair en 1997, il repose sur la conviction que la réglementation publique est une entrave à la libre entreprise, à l'initiative industrielle et commerciale et qu'elle développerait une culture d'aversion du risque dans les classes populaires. Tous les gouvernements britanniques qui se sont succédé ont adhéré à cette vision. Les quotidiens tabloïds ont fait du *Nanny State* (l'État nounou) une de leurs cibles privilégiées.

Conséquences: les règles anti-incendie ont été simplifiées, les contrôles ont été allégés, la charge administrative des entreprises n'a pas arrêté de se réduire pour booster les profits des actionnaires, et les budgets publics ont été soumis à des mesures d'austérité. Ce régime a été repris avec enthousiasme par les institutions de l'Union européenne. Il explique pourquoi, au niveau européen, des risques graves sont tolérés pour peu qu'ils contribuent aux profits des entreprises: glyphosate, perturbateurs endocriniens, etc. Plusieurs volumes ne suffiraient pas à dresser la liste complète.

Dans le cas de Grenfell Tower, construite en 1974, la tour avait fait l'objet d'une rénovation en 2016 à l'occasion de laquelle le revêtement au PIR a été installé. Conformément aux principes de *Better regulation*, il y a de moins en moins de normes prescriptives détaillées pour ce type de travaux. On leur préfère l'autorégulation par les entreprises privées. Elles sont supposées évaluer les risques et prendre des décisions basées sur un calcul coûts-bénéfices sur la marge de risques acceptables. À leurs yeux, le risque était tolérable parce que la probabilité d'un incendie était considérée comme peu élevée. Inutile de dire que les lois du marché rendent les risques d'autant plus acceptables que les victimes potentielles n'appartiennent pas aux classes privilégiées. Et si la couleur de leur peau est foncée, une dose supplémentaire de risques n'est pas exclue.

---

Les lois du marché rendent les risques d'autant plus acceptables que les victimes potentielles n'appartiennent pas aux classes privilégiées.

---

Comme c'est le cas dans la plupart des grands chantiers, les travaux ont été confiés aux entreprises s'engageant à assurer les coûts les plus bas. Le choix d'un isolant dangereux aurait permis d'économiser 300 000 livres sur un budget total de 10 millions. 80 morts pour une économie représentant seulement 3% du budget total... Pour réduire les coûts, les chantiers sont organisés suivant un réseau complexe de sous-traitance en cascade. À la fin, personne ne contrôle plus l'ensemble si ce n'est dans une documentation d'autant plus formalisée qu'elle s'éloigne de la réalité du travail.

Le crime de Grenfell Tower a fait 80 morts. Une prévention insuffisante des cancers au travail cause 100 000 morts par an dans l'Union européenne. Un Grenfell Tower toutes les huit heures. Si les morts de Grenfell Tower ont eu droit à quelques semaines de visibilité médiatique, les victimes des cancers professionnels restent généralement dans l'ombre. Elles sont tuées par les mêmes causes: l'accroissement des inégalités sociales, la servilité avec laquelle une partie importante de la représentation politique accepte de subordonner les politiques publiques aux intérêts des privilégiés. La lueur d'espoir est constituée par les manifestations massives qui ont suivi l'incendie. Elles indiquent une volonté de reprendre la main sur les conditions de vie et de travail, de faire de la politique par en bas. ●